



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 27 JUIN 2016**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **lundi 27 juin 2016**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **4 juillet 2016** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **20 juin 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 27 juin 2016 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Approbation du PV de la réunion du 17 mai 2016

2 - Travaux

- 2-1 - Modification n° 1 du marché de travaux de réaménagement de la Place Gambetta et de la Rue Nationale pour la restauration de deux fontaines
- 2-2 - Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Demande de nouvelle prolongation du délai de dépôt
- 2-3 - Restauration des vitraux de l'église - Demande de fonds de concours auprès de la C.C.Comté de Provence.
- 2-4 - Convention avec ERDF pour l'implantation de poteaux électriques sur le domaine public (chemin des Rébias)

3 - Finances

- 3-1 - Décisions modificatives (subventions aux associations et compléments études schéma pluvial (plans topo))
- 3-2 - Commission d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) de la Communauté de Communes du Comté de Provence - Présentation du rapport d'évaluation de nouveaux transferts de charges pour adoption
- 3-3 - Convention d'organisation et de financement des transports scolaires avec le Département - Avenant n° 1
- 3-4 - Transport scolaire vers la piscine AQUAVABRE de Brignoles (prise en charge du coût 2016/2017)

4 - Personnel communal

- 4-1 - Mise à jour de la délibération sur le régime indemnitaire du personnel communal
- 4-2 - Contrat groupe assurance statutaire pour le personnel communal (C.D.G.83)

5 - Administration générale

5-1 - Rapport annuel du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2015)

5-2 - Remplacement des deux membres démissionnaires de la Commission d'Appel d'Offres

5-3 - Election de la Commission de délégation de services publics (dite commission SAPIN)

5-4 - Convention de mise à disposition du personnel communal pour le prêt de matériel au Centre d'Art Contemporain de Châteauneuf

6 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

7 - Questions écrites

8 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 27 juin 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - GAUTIER Rémi - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAINE Olivier - BOULE AMPHOUX Isabelle - COEURDEUIL Yves - FOURNEL Gilles - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : M. NAL André (pouvoir à M. DEBAQUE) - BOSSUGE Brigitte (pouvoir à M. CULINATI) - REES Pénélope (pouvoir à Mme PASQUET) - MUNIER Denise (pouvoir à M. COLLAINE) - PAZ Aymeric (pouvoir à M. COEURDEUIL) - GAULET Renaud.

soit 21 présents et 5 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

1 - Approbation du PV de la réunion du 17 mai 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 17 mai 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 17 mai 2016,

A l'unanimité,

APPROUVE ce document.

2 - Travaux

2-1 - Modification n° 1 du marché de travaux de réaménagement de la Place Gambetta et de la Rue Nationale pour la restauration de deux fontaines

Par délibération du 18 février 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer l'opération relative à la restauration des fontaines de la Place Gambetta et de la Rue Nationale (Souvenir Français) pour une estimation des travaux s'élevant à 50.144 € HT. Un fonds de concours était demandé auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence à hauteur de 10.000 €.

La Communauté de Communes a attribué au VAL ce fonds de concours « petit patrimoine » à hauteur de 10.000 €.

Le Maître d'œuvre a donc rédigé les documents nécessaires pour commander ces options (1b pour 23.442 € et 1c pour 26.702 €) prévues initialement dans le marché de travaux passé avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour un montant de 1.426.661,51 € HT (tranche ferme et tranche conditionnelle). Il est précisé par ailleurs qu'au cours des différents travaux de terrassements, il est apparu très délicat de conserver ces deux fontaines en l'état sans un risque important de fuites ou de dégradation.

A noter que, suite à la réforme des Marchés Publics, entrée en vigueur au 1^{er} avril 2016, le terme « avenant » a été remplacé par celui de « modification » (article 139 : *Le marché public peut être modifié dans les cas suivants : lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque* »).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer cette modification de marché n° 1.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de modification n°1 au marché de travaux passé avec le Groupement d'Entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour l'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta pour un montant de 50.144 € HT (options 1b et 1c),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite modification n° 1,

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 23)

2-2 - Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Demande de nouvelle prolongation du délai de dépôt

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que, dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée, la Commune avait fait appel à la Communauté de Communes du Comté de Provence pour pouvoir bénéficier des conditions de l'appel d'offres passé par elle en vue de confier la mission à un bureau d'études spécialisé en la matière.

Il rappelle à l'assemblée que l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) est un dispositif permettant de mettre un établissement en conformité avec la réglementation en vigueur à partir du 1er janvier 2015.

L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) est **obligatoire** pour tous les propriétaires ou exploitants d'établissements ou installations recevant du public (ERP/IOP) qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité.

Il apporte un cadre juridique sécurisé mais s'accompagne d'un **calendrier précis et d'un engagement financier**.

Il est le seul moyen pour être en accord avec la loi pour ceux qui n'ont pas satisfait aux obligations de la loi, après le 1er janvier 2015.

Le dossier d'étude a été remis en Mairie par le Cabinet « QUALICONSULT » en février dernier mais la présentation de cette étude ne correspond pas aux orientations de la Commune, ni d'ailleurs à ses moyens financiers. Toute la programmation a en effet été basée sur une seule période de 3 ans pour une estimation brute de plus d'1 million d'euros HT alors qu'un étalement plus long dans le temps était souhaité.

Le bureau d'études a donc été recontacté pour une mission complémentaire en vue d'aider techniquement la Commune à modifier cet agenda, pour prendre en compte ses priorités et ses contraintes budgétaires et enfin, étudier certains sites omis dans le dossier initial (ERP et IOP). Une première réunion s'est tenue le 23 mai 2016 en présence du bureau d'études qui a remis un dossier complémentaire le 26 mai dernier.

M. Xavier GIRAUD va procéder, avec sa commission « Sécurité » et les autres commissions communales concernées (Travaux, Finances,...) à l'examen de cette étude ainsi que des demandes de dérogations proposées pour certains bâtiments communaux. La Directrice des Services Techniques sera chargée de mettre en œuvre la réalisation de certains travaux préconisés par l'Ad'AP.

Un courrier a été adressé à M. le Préfet en vue de solliciter une nouvelle prolongation de délais (jusqu'au 30 octobre 2016) pour le dépôt de l'Ad'AP finalisé.

Le Conseil Municipal doit délibérer pour confirmer cette demande de prolongation de délai auprès de M. le Préfet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

SOLLICITE auprès de Monsieur le Préfet du Var une nouvelle prolongation du délai accordé pour le dépôt de l'Agenda d'Accessibilité Programmée finalisé.

DEMANDE que la date butoir du 30 octobre 2016 soit acceptée par Monsieur le Préfet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour respecter cette date butoir.

2-3 - Restauration des vitraux de l'église - Demande de fonds de concours auprès de la C.C.Comté de Provence.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, lors du vote du budget 2016, des travaux de rénovation concernant l'église ont été inscrits, notamment la restauration des vitraux.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine, qui indique que l'estimation des travaux s'élève à environ 17.000 € HT.

Mme INGRASSIA propose à l'assemblée délibérante de demander un fonds de concours « petit patrimoine » à la Communauté de Communes du Comté de Provence.

Elle propose également de solliciter auprès de la C.C.C.P. une dérogation permettant à la commune de commencer les travaux avant la date d'attribution de l'aide financière, ce qui permettra de lancer l'opération dans le courant de l'été.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,

Considérant que M. le Maire a reçu délégation du Conseil Municipal pour passer les commandes de travaux d'un montant inférieur à 90.000 € HT,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

SOLLICITE un fonds de concours le plus élevé possible de la Communauté de Communes du Comté de Provence

INDIQUE que le solde sera pris en charge par l'autofinancement communal (chapitre 23 opération 409)

2-4 - Convention avec ERDF pour l'implantation de poteaux électriques sur le domaine public (chemin des Rébias)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une extension du réseau électrique basse tension est envisagée par ERDF pour alimenter une construction riveraine du chemin communal des Rébias. Il précise que les frais occasionnés par ces travaux sont pris en charge intégralement par le propriétaire.

Pour assurer cette extension, ERDF doit implanter deux supports bois en limite des propriétés privées et du chemin communal.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention reçu de ERDF et demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à la signer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris connaissance du projet de convention proposé par ERDF,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de conclure une convention de servitudes avec ERDF sur les parcelles communales cadastrées C 2183 et 2196.

ACCEPTE les termes de ladite convention,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec ERDF

DIT que les frais afférents sont à la charge de ERDF.

3 - Finances

3-1 - Décisions modificatives (subventions aux associations et compléments études schéma pluvial (plans topo))

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme BREBAN rappelle au Conseil Municipal que vu le dépassement des crédits votés au budget principal 2016 pour l'attribution des subventions aux associations, il est nécessaire de procéder à un virement, soit :

6574-025 - Subventions aux associations.....+ 1.580 €
65733-22 - Participations à verser au Département (transport scolaire).....- 1.580 €

Monsieur le Maire donne ensuite la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que le marché relatif à la mission d'exécution de relevés topographiques complémentaires pour l'élaboration du schéma directeur de gestion des eaux pluviales a été attribué en mai dernier au bureau d'études « OPSIA » pour un montant de 21.160 € HT pour la tranche ferme (25.392 € TTC).

Des tranches conditionnelles, prévues au marché « OPSIA », ont été ajoutées sur les conseils de « ACRI HE », bureau chargé de l'élaboration du schéma, soit :

-tranche conditionnelle B (récolement réseau pluvial enterré).....1.026 €
-tranches conditionnelles C1 & C2 (récolement réseau pluvial à ciel ouvert)....3.550 €+2.200 €
-tranche conditionnelle E (ouvrage d'art tel que le pont du Verdon par exemple).....550 €
soit un total pour les tranches conditionnelles de 7.326 € HT et 8.791 € TTC
et un total de mission OPSIA de 28.486 € HT soit 34.183 € TTC.

Le montant prévu au budget pour ce schéma s'élève à 40.000 € pour une mission ACRI HE de 38.346 € TTC.

L'estimation initiale de la mission complète (études du schéma et plans topographiques) s'élevait à 60.000 € HT (72.000 € TTC). Le montant des deux prestations s'élève à ce jour à 60.441 € HT (75.529 € TTC).

Une décision modificative doit donc être prise pour virer 35.000 € de l'opération 317 - « Travaux de voirie divers » à l'opération 416 « Réseau pluvial » soit :

317-2151-822-Travaux sur réseaux de voirie village..... -35.000 €
416-2031-831-Frais d'études sur Réseau Pluvial..... +35.000 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances et de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention pour la réduction de la participation au Département pour les transports scolaires : Mme PASQUET,

APPROUVE la décision modificative n° 2 proposée pour le Budget Communal 2016.

3-2 - Commission d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) de la Communauté de Communes du Comté de Provence - Présentation du rapport d'évaluation de nouveaux transferts de charges pour adoption

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés le 31 mars 2014, notamment ses compétences en matière sociale et culturelle ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté du Comté de Provence du 12 janvier 2004 instituant la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) au sein de la Communauté de Communes ;

Vu la délibération n° 2015 - 122 du Conseil de Communauté du 12 octobre 2015 désignant les membres de la C.L.E.C.T. ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

Considérant le rapport ci-annexé établi par la CLECT lors des séances du 9 février et du 17 mars 2016 notifié aux communes membres par courrier du 1^{er} juin 2016, et relatif à l'évaluation des transferts de charges suivants :

- En matière sociale : l'accueil de jour Alzheimer de Brignoles ;
- En matière culturelle : le Centre d'Art de Châteauvert, le Musée et Centre d'Art des Comtes de Provence de Brignoles- le Bâtiment des Ursulines de Brignoles ;
- En matière de voirie communautaire : le chemin de ceinture de Tourves - la route de Correns à Montfort.
- En matière de mutualisation : le point d'accès au droit (PAD).

Considérant que l'évaluation des charges transférées conduit à la réduction de l'attribution de compensation des communes de Brignoles, Châteauvert, Correns, Montfort et Tourves ;

Considérant qu'il appartient aux Conseils Municipaux d'approuver le rapport de la CLECT dans les conditions de majorité requise à l'article L5211-5 du Code Général des Collectivités territoriales, à savoir 2/3 au moins des Conseils Municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou la moitié des Conseils Municipaux représentant les deux tiers de la population.

Considérant qu'à l'issue de ces votes, le Conseil Communautaire actera les montants définitifs des attributions de compensation pour 2016;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE :

- d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges ;
- d'approuver le montant des charges transférées par Commune comme indiqué dans le tableau ci-après :

COMMUNES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION AU 31/12/2014	EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES					TOTAL DES CHARGES TRANSFEREES	ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2016
		MUSEE ET CENTRE D'ART	ACCUEIL DE JOUR ALZHEIMER	POINT D'ACCES AU DROIT	BÂTIMENTS DES URSULINES	VOIRIES COMMUNAU TAIRES		
BRIGNOLES	5 537 300 €	-157 701 €	-22 772 €	-10 399 €	-77 862 €		-268 734 €	5 268 566 €
CAMPS	-33 760 €						0 €	0 €
CARCES	290 337 €						0 €	290 337 €
CHATEAUVERT	3 763 €	-24 931 €					-24 931 €	0 €
CORRENS	30 605 €					-8 089 €	-8 089 €	22 516 €
COTIGNAC	127 959 €						0 €	127 959 €
ENTRECASTEAUX	1 492 €						0 €	1 492 €
LA CELLE	18 681 €						0 €	18 681 €
LE VAL	217 364 €						0 €	217 364 €
MONTFORT	27 651 €					-4 108 €	-4 108 €	23 543 €
TOURVES	184 333 €					-1 613 €	-1 613 €	182 720 €
VINS	213 920 €						0 €	213 920 €
TOTAL	6 619 645 €	-182 632 €	-22 772 €	-10 399 €	-77 862 €	-13 810 €	-307 475 €	6 367 098 €

3-3 - Convention d'organisation et de financement des transports scolaires avec le Département - Avenant n° 1

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme PASQUET informe le Conseil Municipal que le Conseil Départemental a modifié le règlement départemental des transports pour revoir les modalités de paiement des participations familiales par les communes. Elle explique dans le détail cette modification et donne lecture de l'avenant n° 1 à la convention signée avec le Département.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer ledit avenant n° 1.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de l'avenant n° 1 à la convention signée avec le Département pour l'organisation et le financement des transports,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1.

3-4 - Transport scolaire vers la piscine AQUAVABRE de Brignoles (prise en charge du coût 2016/2017)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Comté de Provence a dressé, en collaboration avec l'Inspection Académique, un planning de mise à disposition des scolaires de chaque commune membre de la C.C.C.P., de la piscine intercommunale « AQUAVABRE » située sur Brignoles

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires qui précise les créneaux horaires et les classes concernées (Grande section de maternelle, CE1 et CM1), soit un total de 110 enfants concernés.

Mme PASQUET indique que, la C.C.C.P. n'ayant pu mettre en place un service de transport intercommunal, chaque commune devra l'organiser et le prendre en charge financièrement. Une première estimation a été établie et il s'avère que pour 5 trajets par semaine le coût serait de 5.000 € (100 € pour un aller-retour/5 rotations par semaine/10 semaines couvertes).

Mme PASQUET précise que cette dépense a été prévue, par anticipation, au budget communal 2016 mais qu'elle va solliciter l'autorisation de l'Inspection Académique afin de pouvoir réunir tous les enfants de Grande Section de Maternelle (32) pour économiser un trajet.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le principe de la prise en charge financière du transport nécessaire pour accompagner les élèves valois à la piscine « AQUAVABRE ».

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET,
Considérant l'intérêt certain pour les enfants d'avoir accès à la piscine intercommunale « AQUAVABRE »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de prendre en charge l'organisation du transport scolaire nécessaire et son financement.

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 011).

4 - Personnel communal

4-1 - Mise à jour de la délibération sur le régime indemnitaire du personnel communal

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le régime indemnitaire du personnel communal doit être complété par deux indemnités non prévues dans la délibération du 21/02/1992 (modifiée le 9/11/1993 puis le 25/06/2004) qui l'a instauré. En effet, deux agents relèvent aujourd'hui du grade de Technicien et peuvent donc percevoir l'indemnité spécifique de service (I.S.S.) et la prime de service et de rendement (P.S.R.).

Il propose en conséquence à l'assemblée délibérante d'instaurer ces deux indemnités à compter du 1^{er} juin 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 6 janvier 1984,

Vu le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu l'arrêté du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n° 2003-799 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant les montants des primes de service et de rendement allouées à certains fonctionnaires relevant du Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Considérant que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen annuel de la prime de service et de rendement applicables à chaque grade,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'instaurer, selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'indemnité spécifique de services (ISS) et la prime de service et de rendement (PSR) pour les agents relevant du grade de Technicien Territorial ayant leurs fonctions aux services techniques (responsable des services techniques et responsable du service des marchés publics)

PRECISE que ces primes sont encadrées par les modalités de versement suivantes :

Nature de la prime	Taux de base en €	Coefficient pour le grade	Taux moyen annuel en €	Coefficient de modulation individuelle maximum	
				minimum	maximum
I.S.S.	361.90	12	4.342,80	0,9	1,10

Nature de la prime	Taux annuel de base en €	Montant individuel maximum en €
P.S.R.	1010	2020

INDIQUE que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur :

1 - le montant individuel de l'I.S.S. variera d'une part selon la qualité du service rendu et d'autre part en fonction des critères d'attribution fixés ci-dessous

- La manière de servir de l'agent appréciée notamment au vu de l'évaluation annuelle
- Le niveau de responsabilité
- L'animation d'une équipe
- La modulation compte-tenu des missions différentes confiées
- La charge de travail
- La disponibilité de l'agent

2 - le montant individuel de la P.S.R. tiendra compte non seulement des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi occupé et de la qualité des services rendus et d'autre part en fonction des mêmes critères d'attribution que ceux fixés pour l'I.S.S.

PRECISE que l'I.S.S. et la P.S.R. seront versées selon une périodicité mensuelle.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le régime indemnitaire du personnel communal doit être mis à jour pour les cadres d'emplois bénéficiaires non prévus dans la délibération du 21/02/1992 (modifiée le 9/11/1993 puis le 25/06/2004) qui l'a instauré.

Certains cadres d'emplois n'existant pas ces années-là et ayant droit aux primes mises en place alors, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de compléter les critères d'attribution comme suit :

DELIBERATIONS JUSQU'EN 2004	
Primes	Cadres d'emplois bénéficiaires
IFTS	Attachés
IHTS	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques et Administratifs et PM
IAT	
IEM	

MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE	
Primes	Cadres d'emplois bénéficiaires à ajouter
IHTS	Rédacteurs
IAT	Adjoints du Patrimoine, d'Animation et ATSEM
IEM	Rédacteurs-Adjoints d'Animation et ATSEM

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 6 janvier 1984,

Vu le Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 fixant le nouveau régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS),

Vu le Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 fixant le régime indemnitaire des Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires (IFTS),
 Vu l'Arrêté interministériel (finances et fonction publique) du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité.
 Vu le Décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures,
 Vu l'Arrêté ministériel du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures,

Après en avoir délibéré,
 A l'unanimité,

DECIDE de modifier le tableau des grades bénéficiaires des primes allouées aux agents communaux au titre du régime indemnitaire comme proposé par Monsieur le Maire, soit :

Primes	Cadres d'emplois bénéficiaires
IHTS	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques et Administratifs - Police et Rédacteurs
IFTS	Attachés - Rédacteurs
IAT	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques, Administratifs, du Patrimoine, d'Animation et ATSEM et Police
IEM	Agents de maîtrise / Adjoints Techniques et Administratifs - Police - Rédacteurs- Adjoints d'Animation et ATSEM

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 012).

PRECISE que les autres prescriptions des délibérations des 21/02/1992, 9/11/1993 et 25/06/2004 demeurent sans changement.

4-2 - Contrat groupe assurance statutaire pour le personnel communal (C.D.6.83)

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre des dispositions de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a informé la Commune du VAL par courrier du lancement de la procédure lui permettant de souscrire pour son compte un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut des agents.

Monsieur le Maire expose que le Centre de Gestion a par la suite communiqué à la commune du VAL les résultats de la consultation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
 A l'unanimité,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération n° 2015/192 du 21/10/2015 de la commune du VAL relative au rattachement à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion de la FPT du Var

DECIDE d'accepter la proposition suivante :

SOFAXIS courtier, gestionnaire du contrat groupe et **ALLIANZ-Vie** assureur

Durée du contrat : quatre ans à compter du 1^{er} juillet 2016

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis.

L'assiette de cotisation est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension des agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL.

Les évènements assurés sont le décès, l'accident de service et la maladie imputable au service (y compris le mi-temps thérapeutique), la maladie de longue durée et la longue maladie (y compris le temps partiel thérapeutique et la disponibilité d'office), la maternité, l'adoption et la paternité.

La formule de franchise et le taux de cotisation retenus sont tous les risques sans franchise sauf franchise de 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire : 6,94 %

AUTORISE Monsieur le Maire à :

- adhérer au présent contrat groupe d'assurance statutaire couvrant les risques financiers liés aux agents fonctionnaires souscrit par le CDG 83 pour le compte des collectivités et établissements du Var
- à signer la convention en résultant et tout acte y afférent.

5 - Administration générale

5-1 - Rapport annuel du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2015)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi BARNIER n° 95-101 du 2 février 1995, dont les modalités d'application sont précisées par le décret n° 95.635 du 6 mai 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année précédente, soit 2015.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante des rapports complets établis par la Société Fermière « S.E.E.R.C.-Eaux de Provence », délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif, qui contiennent tous les éléments nécessaires à cette présentation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement collectif remis par le délégataire desdits services (SEERC-EAUX DE PROVENCE) pour l'année 2015.

INDIQUE que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des usagers pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération

5-2 - Remplacement des deux membres démissionnaires de la Commission d'Appel d'Offres

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 24 avril 2014, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont été élus.

Cette commission est donc composée de :

- Membres titulaires :

MM. Pierre VERDON - Gaby LANGE - Christian DEBAQUE - Yves COEURDEUIL et Mme Brigitte BOSSUGE

- Membres suppléants :

MM. Jean CULINATI et André NAL

Mmes Julie BREBAN - Florence VOLANTE et Isabelle BOULE AMPHOUX

Mme Florence VOLANTE ayant démissionné du Conseil Municipal et M. Gaby LANGE ayant démissionné de la Commission d'Appel d'Offres, le Conseil Municipal doit donc désigner leurs remplaçants en tenant compte de l'appartenance au groupe majoritaire de ces deux élus.

Monsieur le Maire demande quels sont les candidats à cette nomination.

M. COLLAINE Olivier

Mme GAQUIERE Ingrid

se portent candidats.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DESIGNE M. COLLAINE Olivier en qualité de membre titulaire et Mme GAQUIERE Ingrid en qualité de membre suppléant.

5-3 - Election de la Commission de délégation de services publics (dite « commission SAPIN »)

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1411-5, D 1411-3, D 1411-4 et D 1411-5,

Considérant que la loi du 29 janvier 1993 dite « Loi Sapin » impose un encadrement très strict des conditions de négociation ou de renégociation des contrats de délégation de service public, en précisant notamment qu'une commission doit être instituée au sein de chaque collectivité et établissements publics locaux pour exercer les compétences qui leur sont dévolues en matière de passation de délégations de service public locales (cette Commission intervient dès lors qu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale ou une collectivité territoriale conclut ou renégocie une convention de délégation de service public).

Aux termes de l'article L 1411-5 b du Code Général des Collectivités Territoriales, cette Commission est composée :

- du Maire, Président, membre de droit

- de cinq membres titulaires, élus en son sein par le Conseil Municipal, au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel

Il est également procédé à l'élection de cinq membres suppléants pour remplacer les cinq membres titulaires, en cas d'empêchement.

Par ailleurs, le comptable de la collectivité ou de l'établissement public et un représentant de la Direction départementale de la Concurrence et des Prix siègent également à la Commission avec voix consultative.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de constituer les listes des membres de la commission pour l'ensemble des délégations de service public et de les lui remettre pour procéder ensuite à l'élection.

La séance est levée temporairement.

La séance du conseil reprenant, il est déposé **deux** listes auprès de M. le Maire :

1ere liste :

Titulaires :

M. CULINATI Jean

Mme GAQUIERE Ingrid

M. NAL André

M. DEBAQUE Christian

Mme TURINELLI Jacqueline

Suppléants :

M. CEMBRANI Romain

Mme RIHAL Pascale

Mme BOSSUGE Brigitte

M. COLLAINÉ Olivier

Mme MUNIER Denise

2e liste :

Titulaires :

M. COEURDEUIL Yves

Suppléants :

M. PAZ Aymeric,

DECIDE de procéder à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la Commission de délégation de service public, à la représentation proportionnelle au plus fort reste :

DECIDE à l'unanimité de ne pas avoir recours au scrutin secret (L 2121-21 du CGCT)

PROCLAME élus les membres titulaires de la Commission de délégation de service public suivants :

M. CULINATI Jean

Mme GAQUIERE Ingrid

M. NAL André

M. DEBAQUE Christian

M. COEURDEUIL Yves

PROCLAME élus les membres suppléants de la Commission de délégation de service public suivants :

M. CEMBRANI Romain
Mme RIHAL Pascale
Mme BOSSUGE Brigitte
M. COLLAINE Olivier
M. PAZ Aymeric,

5-4 - Convention de mise à disposition du personnel communal pour le prêt de matériel au Centre d'Art Contemporain de Châteauevert

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Comté de Provence sollicite les Communes membres en vue de la mise à disposition de leur personnel des services techniques pour la livraison de matériel de festivités divers au Centre d'Art Contemporain de Châteauevert.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, pour lecture du projet de convention proposée par la C.C.C.P.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par la Communauté de Communes du « Comté de Provence » en vue de la mise à disposition des services techniques communaux pour le fonctionnement optimisé de la compétence « Gestion des Musées et Centres d'Art », et notamment le Centre d'Art Contemporain situé sur la Commune de Châteauevert,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de cette convention

AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

6 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 17 mai 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

N° 10/2016 -02/06/2016- Renouvellement du contrat d'entretien de l'orgue de l'église par M. Yves CABOURDIN, Manufacteur d'orgues à CARCES (2 visites par an)	520 € HT/an
N° 11/2016 - 17/06/2016-Acceptation d'un don de matériel d'éclairage scénique neuf de Mme Jacqueline TURINELLI	1.889,62 € TTC
N° 12/2016 - 14/06/2016-Convention annuelle d'assistance et de conseil juridique - renouvellement - LLC AVOCATS - LA VALETTE	14.400 € HT
N° 13/2016 - 24/06/2016-Mission d'audit et d'assistance à la passation des marchés d'assurance à SOPHIA AUDIT ASSURANCE	2.500 € HT
N° 14/2016 - 24/06/2016-Mission AMO pour la sortie du contrat de DSP eau et assainissement et accompagnent pour une nouvelle procédure - HYDREAUX CONSULT - ST ZACHARIE	10.170,80 € HT
N° 15/2016 - 24/06/2016-Attribution MAPA FS 01/2016 MOE pour les études de réhabilitation du groupe scolaire du Bicentenaire -	64.234 € HT Tranche ferme 14.234 €

Cabinet ARC'H - BRIGNOLES	tranche conditionnelle 49.000 €)
N° 16/2016 - 27/06/2016-Attribution MAPA TV 01/2016 Fourniture et installation d'une cabine de toilette publique autonettoyante (normée PMR) - Sté SAGELEC - ANCENIS	24.500 € HT

Monsieur le Maire indique d'autre part que 18 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 17 mai 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 26 avril 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

7 - Questions écrites

NEANT

8 - Questions orales

Les questions orales seront transcrites dans le PV de la réunion.

LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,
Bernard SAULNIER